

# L'ÉTAT QUÉBÉCOIS EN PERSPECTIVE

## L'effectif des sociétés d'État

L'Observatoire de l'administration publique, automne 2012

Une société d'État, souvent synonyme au Québec « d'entreprise publique », est une entité appartenant majoritairement à l'État et qui fournit un service commercial (biens ou services) jugé d'intérêt général. À la différence des sociétés administratives qui exercent des fonctions de gestion de nature économique sans pour autant poursuivre des objectifs de rentabilité et d'autofinancement, les sociétés d'État ont un mode de gestion basé sur la poursuite d'un objectif général de profitabilité. Ce sont des structures publiques dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont régies par une loi constitutive spécifique. Parmi les sept sociétés d'État présentées ci-après, Hydro-Québec employait près de 60 % du personnel affecté à l'ensemble de ces organismes publics en 2010.

**Effectif des sociétés d'État québécoises de 1996 à 2010**

	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2010
Caisse de dépôt et placement du Québec	381	364	364	387	425	827	871	693
Hydro-Québec	23 893	20 550	20 550	21 027	21 942	22 744	23 453	23 728
Société de développement de la Baie-James	80	72	72	75	67	71	57	47
Société des alcools du Québec	3 961	4 609	4 609	5 700	6 521	6 369	5 137	5 306
Société des établissements de plein air du Québec	1 110	1 856	1 856	1 637	1 649	3 175	3 081	3 110
Société des loteries du Québec	748	714	714	775	928	988	6 723*	6 864*
Société générale de financement du Québec	38	156	156	199	133	110	112	104
<b>Total</b>	<b>30 211</b>	<b>28 321</b>	<b>28 321</b>	<b>29 800</b>	<b>31 665</b>	<b>34 284</b>	<b>39 436</b>	<b>39 852</b>

Source : Commission de la Capitale nationale du Québec. *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux*, données au 31 mars, éditions depuis 1997.

\* Incluant les casinos.

Ces données ne comprennent pas l'effectif des filiales des sociétés d'État québécoises. Les emplois indirects générés par les engagements financiers de ces sociétés fourniraient une vision plus précise de l'ampleur de leurs interventions, particulièrement celles de la Société générale de financement du Québec et de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dont les missions respectives sont de soutenir le développement économique du Québec grâce à leurs investissements et placements. Soulignons d'ailleurs que l'effectif de la CDPQ a presque doublé entre 2004 et 2008 avant de connaître un recul de plus de 20 % de ses effectifs entre 2008 et 2010. Malgré cette diminution importante du nombre d'employés, l'effectif total des sept sociétés d'État présentées est demeuré relativement stable entre 2008 et 2010 (+ 1 %). Cette situation est due à la hausse des

effectifs des grandes sociétés d'État comme Hydro-Québec, la Société des loteries (Loto-Québec) et la Société des alcools du Québec.

Créées dans « l'improvisation », les sociétés d'État québécoises ont vu leur capacité d'intervention se renforcer rapidement au cours des années 1960 et 1970 en vue de combler un certain retard du Québec en ce qui concerne la mise en place d'instruments de son développement économique<sup>1</sup>. De plus, la vague de privatisation des années 1980 a été moins importante au Québec que dans les autres États fédérés du Canada et que dans certains pays de l'OCDE, et ce, malgré les travaux de la commission Fortier dont le mandat en 1985 était d'en évaluer la faisabilité.

Depuis les années 1990, plusieurs tendances, marquent la gestion des entreprises publiques québécoises :

- la rationalisation des moyens de certaines d'entre elles, notamment la Société générale de financement du Québec et la Société des alcools du Québec;
- un virage commercial ostentatoire qui occulte leur prérogative de promotion de l'intérêt général, particulièrement pour la Société des alcools du Québec et Loto-Québec;
- l'internationalisation de leurs activités (Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec).

## BIBLIOGRAPHIE

BERNIER, Luc et Francis GAGNON (2003). « Les sociétés d'État québécoises : après les privatisations, l'adaptation à l'économie mondialisée », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, tome 2, Montréal, Éditions Québec Amérique, p. 227-250.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC (2011). *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*, Québec, Commission de la capitale nationale du Québec. Données disponibles au 31 mars 2010.

---

<sup>1</sup> Luc Bernier et Francis Gagnon, « Les sociétés d'État québécoises : après les privatisations, l'adaptation à l'économie mondialisée », p. 227-250.

Aucun élément du contenu du présent document ne peut être utilisé, reproduit ou transmis, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de L'Observatoire de l'administration publique – ENAP. Pour solliciter cette permission ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez vous adresser à [etat.quebecois@enap.ca](mailto:etat.quebecois@enap.ca)

Diffusion autorisée par Les publications du Québec.

Certaines données présentées dans ce document sont issues de Statistique Canada par extraction de la banque de données ESTAT, sous-produit de CANSIM. La publication sur ce site des séries chronologiques de CANSIM est partielle et l'équipe de recherche y a apporté une plus-value par le calcul d'indicateurs. Pour en savoir plus, visitez : <http://www.statcan.gc.ca/estat/intro-fra.htm>

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives Canada, 2012

ISBN 978-2-923008-37-0 (PDF)

© L'Observatoire de l'administration publique-ENAP, 2012